

Si on a interdit le PCF en 1939, on doit dissoudre LFI en 2025

écrit par Cyrano | 13 janvier 2025



Chacun se souvient qu'en 1939, le Parti Communiste Français

avait été dissous pour son approbation du pacte germano-soviétique par le gouvernement Daladier, et du dépeçage de la Pologne qui avait suivi. Le PCF était considéré comme un relais de la politique de Staline, devenue hostile à la France.



Cela ne l'a pas empêché par ailleurs de rentrer dans la Résistance, mais seulement après 1941, quand Hitler a attaqué Staline, et de se prétendre ensuite le Parti des Fusillés, revendiquant 75.000 morts alors qu'il n'y a eu que 4000 fusillés dans toute la France. Ce parti, qui pesait près de 30 % en 1945, se « distinguera » en impulsant des mesures souvent arbitraires, au nom de l'épuration contre les collabos, pour faire oublier son attitude complice avec les nazis, de 1939 à 1941.



Il est intéressant de se souvenir de l'Histoire, et de regarder aujourd'hui la situation de la France. Nous avons eu durant 80 ans un parti au service de l'étranger, une officine de Moscou en France. Pour être tout à fait juste, d'autres partis, syndicats et associations étaient au service des Américains, et le général de Gaulle essayait de maintenir une diplomatie indépendante en France.

Dans son livre « Vaincre le totalitarisme islamique », qui lui coûtera sans doute le coup d'État médiatico-judiciaire qui le privera de l'Élysée, François Fillon nous rappelait ce que disait l'article 411-4 du livre 4 du Code pénal. « **Le fait d'entretenir des intelligences avec une puissance étrangère, avec une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou avec leurs agents, en vue de susciter des hostilités ou des actes d'agression contre la France, est puni de 30 ans de détention criminelle et de 450.000 euros d'amende. Est puni des mêmes peines le fait de**

fournir à une puissance étrangère, à une organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents les moyens d'entreprendre des hostilités ou d'accomplir des actes d'agression contre la France ».

✘ Il suffit de regarder l'actualité de ces 24 dernières heures pour mesurer à quel point LFI, mais aussi toute l'extrême gauche islamo-collabo entrent dans ces critères. L'islam nous mène une guerre impitoyable, sur notre sol, pour imposer la charia et la loi musulmane, par la terreur et la loi du nombre, sur notre sol. Il suffit de regarder les résultats électoraux des dernières élections de 2024 pour constater que les mosquées appellent massivement à voter pour Mélenchon et ses militants à chaque élection. Si LFI a 71 députés, ils le doivent essentiellement au vote musulman.

Bien sûr, il y a des contre-parties, et Mélenchon et sa bande se comportent en alliés objectifs et en complices de la 5e colonne islamiste qui sévit en France. Ainsi, tous les députés LFI défendent le port de l'abaya dans nos écoles, et qualifient de « racistes » et d' « islamophobes » ceux qui s'y opposent. Quand l'État veut mettre fin au financement d'écoles qui se comportent en relais de la propagande des Frères musulmans, des députés LFI, à Lille ou à Décines, s'y opposent. Ils sont donc les alliés d'une puissance étrangère qui utilise l'école pour accentuer sa pression et sa visibilité dans notre société.

<https://www.fdesouche.com/2025/01/11/toulouse-agathe-roby-conseillere-municipale-lfi-et-docteure-en-histoire-medievale-sinquiete-pour-la-laicite-a-lecole-a-cause-de-feves-representant-une-creche-dans-les-galettes/>

<https://www.fdesouche.com/2025/01/10/pres-de-lyon-le-lycee-musulman-al-kindi-dans-le-collimateur-de-la-prefecture/>

Dans un autre registre, Éric Coquerel a refusé de qualifier

les islamistes d'ennemis intérieurs, montrant donc une complicité de plus en plus aveuglante avec les fous d'Allah.

<https://www.lejdd.fr/politique/un-islamiste-est-il-un-ennemi-de-linterieur-linsoumis-eric-coquerel-refuse-de-repondre-pour-ne-pas-stigmatiser-les-musulmans-152121>

Alors que le pouvoir algérien multiplie les provocations et les actes de guerre contre la France, des élus LFI, sans être contredits par leur direction, prennent ouvertement parti pour l'Algérie et les menaces de ses influenceurs, contre la France, comme cette Karima Khatim, élue municipale au Blanc-Mesnil.

<https://www.fdesouche.com/2025/01/10/karima-khatim-lfi-on-met-tout-se-le-dos-de-lalgerie-on-fait-de-la-chasse-aux-algeriens-je-suis-lambassadrice-de-lalgerie-en-france/>

Karima Khatim (LFI) : « on met tout se le dos de l'Algérie, on fait de la chasse aux Algériens (...) Je suis l'ambassadrice de l'Algérie en France »
<pic.twitter.com/hPHcc3mfW0>

– *Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche)*
[January 10, 2025](#)

Hier porteurs de valises du FLN contre la France, les Insoumis, mais aussi toute la gauche, continuent ce combat en soutenant les Algériens contre les Français, même quand des influenceurs appellent à tuer nos compatriotes, qu'on veut les expulser, et que le pouvoir algérien refuse de les accueillir chez eux, les renvoyant dans notre pays.

Tous les jours, les exemples s'accumulent pour montrer que LFI, mais aussi toute la gauche, sont le bras armé des islamistes et du pouvoir algérien, et surtout qu'ils sont un outil de conquête, par les urnes, localement et nationalement, de notre pays.

Il nous semble que leur trahison est encore plus évidente que celle du PCF en 1939. C'est pourquoi quand Éric Ciotti envisage nécessaire d'envisager la dissolution de LFI, il ouvre une piste intéressante. Mais quand le sénateur LR Stéphane Le Rudulier demande, lui, de dissoudre LFI, c'est non seulement nécessaire, mais indispensable – avec beaucoup d'autres mesures – pour sauver la France.

<https://www.lefigaro.fr/politique/un-senateur-lr-demande-la-dissolution-de-la-france-insoumise-20231010>

Une commission d'enquête parlementaire pourrait très rapidement démontrer que LFI est devenue ce jour un parti de l'étranger, comme le disait Éric Naulleau, interrogé par Frontières et Erik Tegner. Et donc qu'il tombe sous le coup de l'article cité par François Fillon dans son livre. La conclusion devrait s'imposer d'elle-même : dissolution, confiscation de tous les biens, et emprisonnement de tous les dirigeants, avant un procès public qui démontrerait l'ampleur de leurs trahisons, et les condamnerait en conséquence.

Et si la bande à Mélenchon nous fait le coup de la démocratie et de la République, on lui rappellera qu'elle a demandé et obtenu la dissolution de Génération Identitaire qui, pourtant, ne représentait aucun danger pour la France et, au contraire, était constituée de jeunes militants qui s'engageaient pour défendre notre pays et ses frontières.

[Ripostelaique.com](https://www.ripostelaique.com)